

Mardi 7 décembre 1971,  
à 15 h 25

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite\*) [A/8403 et Add.1 (quatrième et cinquième parties); A/C.2/L.1199/Rev.1, A/C.2/L.1206, A/C.2/L.1216]

1. M. CAVAGLIERI (Italie) justifie l'amendement A/C.2/L.1216 en arguant du fait que le Fonds monétaire international n'a jamais été privé de son autorité et que celle-ci demeure incontestée. Si les auteurs ne peuvent accepter l'amendement en question, l'Italie se verra forcée de demander un vote par division et de voter contre le point a du paragraphe 4 du dispositif.

2. M. RUTTEN (Pays-Bas) rappelle que la délégation néerlandaise a déjà exprimé lors du débat général son inquiétude à propos de l'éventualité d'une crise prolongée dont les conséquences pourraient être graves pour tous les pays mais particulièrement pour ceux en voie de développement. Elle se félicite également de l'adoption de la résolution 26.9 du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la résolution 1652 (LI) du Conseil économique et social car il y est affirmé que tous les Etats membres du FMI doivent pouvoir participer aux consultations et aux négociations devant conduire à une réforme monétaire internationale, et cela dès le début. Enfin, elle trouve acceptable le projet de résolution A/C.2/L.1206, dont les auteurs font appel aux pays développés pour qu'ils prennent d'urgence les mesures nécessaires afin de mettre fin à l'incertitude qui règne actuellement. M. Rutten propose toutefois d'insérer au deuxième alinéa du préambule une référence aux résolutions 26.9 du Conseil des gouverneurs du FMI et 1652 (LI) du Conseil économique et social.

3. Abordant la question du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1, dont 90 délégations se sont déclarées auteurs, M. Rutten rappelle que son gouvernement se rend pleinement compte de l'effet négatif qu'a déjà la crise monétaire sur la croissance de nombre de pays en voie de développement et souligne la nécessité d'éliminer les éléments de la situation qui peuvent mener à une crise.

4. Le Gouvernement néerlandais reconnaît que les conséquences des décisions à long terme concernant la réforme du système monétaire international sont trop graves pour

que ces pays ne soient pas admis, depuis le début, à participer aux études, aux discussions et aux négociations entreprises dans ce domaine. La Conférence de Lima a adopté à cet égard des conclusions d'un grand intérêt. La délégation néerlandaise est pourtant étonnée de voir les pays en voie de développement proposer à l'Assemblée générale, au paragraphe 4 du dispositif, de reprendre à son compte ces conclusions, sans autre étude ou discussion, et d'en faire les considérations et principes directeurs dont il y aurait lieu de tenir compte dans la réforme monétaire; il s'agit là d'une prétention manifestement déraisonnable et inacceptable.

5. Ces questions, et particulièrement celles mentionnées aux alinéas c à g du paragraphe 4, font toujours l'objet d'études et de discussions tant dans les milieux gouvernementaux des Pays-Bas que dans certaines instances internationales, et M. Rutten ne serait pas autrement surpris d'apprendre que certains gouvernements des pays qui parrainent le projet de résolution n'ont pas encore eux-mêmes de position bien arrêtée en la matière. Par ailleurs, il rappelle que tous les membres du FMI ont décidé tout récemment que le Conseil des gouverneurs se fonderait, pour discuter de toutes les questions liées à la réforme monétaire, sur les rapports que feraient les administrateurs. La délégation néerlandaise a donc proposé aux auteurs de remplacer les premières lignes du paragraphe 4 du dispositif par le texte suivant :

“Prend note des recommandations et principes directeurs ci-après qui sont contenus dans les principes du programme d'action de la Conférence de Lima et doivent être sérieusement étudiés et pris en considération, en même temps que d'autres, par les gouvernements et par les organisations internationales ayant compétence en matière de réforme de l'ordre monétaire international;”.

Ces termes tiennent exactement compte des possibilités qui s'offrent actuellement à l'Assemblée générale.

6. Bien que les autres paragraphes contiennent des expressions contestables, la délégation néerlandaise n'a pas d'objections fondamentales à formuler à ce sujet, sauf en ce qui concerne le dernier alinéa du préambule, qu'elle ne saurait accepter vu l'accusation implicite qui y est formulée contre le Groupe des Dix. S'il est vrai qu'il procède à des discussions confidentielles sur le réaligement des parités de ses membres, le Groupe des Dix fait exactement ce que préconisent les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1206. Par ailleurs, les membres du Groupe ont déclaré à maintes reprises que les décisions sur la réforme du système monétaire ne peuvent être et ne seront prises que dans les organes compétents du FMI.

\* Reprise des débats de la 1431<sup>ème</sup> séance.

7. Le PRÉSIDENT indique que Fidji désire se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1.

8. M. VIAUD (France) déclare que, étant parrainé par 90 pays, c'est-à-dire par presque tous les pays en voie de développement, le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 est assuré au départ d'une très large majorité.

9. Le représentant de la France tient à préciser que sa délégation approuve la plupart des idées exposées dans le projet de résolution, rappelant qu'il les a lui-même défendues en d'autres instances, notamment au Conseil du commerce et du développement et au Conseil économique et social. La communauté d'opinion qui existe entre la délégation française et les auteurs du projet de résolution porte notamment sur les dispositions du cinquième alinéa du préambule et du point *a* du paragraphe 4 du dispositif.

10. M. Viaud déclare toutefois qu'il ne peut s'empêcher d'éprouver un certain malaise à l'idée que le projet de résolution ne pourra être adopté à l'unanimité, vu l'opposition très forte des pays développés à certaines de ces dispositions; il se sent par conséquent obligé de demander aux auteurs d'atténuer quelque peu le libellé du septième alinéa du préambule et déclare qu'il sera forcé de voter contre les alinéas *e*, *f* et *g* du paragraphe 4 du dispositif, ce qui fait qu'il devra s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

11. On peut se demander quel est vraiment l'intérêt des pays en voie de développement à faire approuver par l'Assemblée générale le projet de résolution en question. Le représentant de la France croit que la compréhension dont fait preuve son pays à l'égard des répercussions de la crise monétaire internationale pour les pays en voie de développement l'autorise à poser cette question. La Commission est saisie d'un texte qui est censé reproduire fidèlement un passage de la Déclaration et des principes du programme d'action adoptés par la Réunion ministérielle de Lima. Les pays en voie de développement peuvent difficilement approuver le moindre changement, la moindre atténuation à ce texte car, s'ils le faisaient, ils s'écarteraient de la Déclaration de Lima et affaibliraient la position qu'ils ont cru devoir prendre en prévision de la troisième session de la CNUCED. Si les pays en voie de développement ne peuvent pas modifier le texte du projet de résolution, ils ont le choix entre plusieurs solutions. Ils peuvent amener l'Assemblée générale à adopter le projet de résolution puisqu'ils disposent d'une majorité suffisante pour ce faire, mais, en usant de cette majorité, ils opposeraient la loi du nombre à la loi de la force, c'est-à-dire à la puissance économique. Or, une telle solution risquerait de résulter en un affaiblissement de la position politique des pays en voie de développement. Certains disent qu'il n'est pas possible que l'Assemblée générale laisse sa vingt-sixième session se terminer sans prendre une décision sur la situation monétaire internationale. Certes, c'est là un argument très fort, mais le représentant de la France croit néanmoins qu'il serait possible de trouver une solution moyenne qui ne soit pas une approbation pure et simple d'un passage de la Déclaration de Lima; s'il était adopté, le projet de résolution deviendrait une source de conflit entre pays en voie de développement et pays développés à économie de marché et ébranlerait la solidarité des pays en voie de développement, si sérieusement mise à l'épreuve.

12. Le représentant de la France estime qu'il n'est pas sage de vouloir régler tous les problèmes monétaires à la vingt-sixième session, puisque ces problèmes doivent d'abord être examinés par la CNUCED et que celle-ci soumettra ses conclusions à l'Assemblée générale. Il fait donc appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils renoncent à le mettre aux voix, estimant que, si les membres de la Commission devaient se prononcer sur ce texte, le but immédiat recherché serait manqué et le résultat espéré de la prochaine CNUCED serait compromis.

13. Si la Commission doit adopter un projet de résolution sur la situation monétaire internationale, il serait préférable, de l'avis de la délégation française, qu'elle adopte un projet de résolution plus simple et plus percutant sur le modèle de la résolution adoptée récemment par le Conseil économique et social, et qui contiendrait uniquement des idées politiques, à l'exclusion de tout élément technique de la réforme monétaire. Si cette proposition n'était pas acceptable et si la Commission devait poursuivre sur la voie de l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1, la délégation française se réserverait le droit de revenir en détail sur ce texte.

14. M. GATES (Nouvelle-Zélande) rappelle que l'instabilité financière qui règne actuellement dans le monde et les mesures commerciales connexes sont préjudiciables à la Nouvelle-Zélande.

15. Les intérêts néo-zélandais rejoignant sur ce point ceux de la majorité, la délégation néo-zélandaise aurait aimé s'associer aux 90 auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 visant à faire rechercher par l'Assemblée générale une solution juste, équitable et qui tienne compte des intérêts de tous les Etats Membres. La déception ressentie à la lecture de ce texte a donc été grande, car il ne s'agit pas d'une résolution de caractère global mais d'une déclaration par laquelle les pays en voie de développement cherchent à imposer au reste du monde une solution qui répond à leurs préoccupations particulières. Le représentant de la Nouvelle-Zélande regrette que le Groupe des Soixante-Dix-Sept ait apparemment l'intention de consigner cette résolution dans les textes officiels des Nations Unies sans laisser de place à un compromis ou à une modification. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept pense peut-être avoir découvert la situation monétaire internationale et connaître tous les remèdes possibles; la délégation néo-zélandaise aimerait pourtant lui faire savoir qu'elle comprend aussi certains problèmes auxquels son pays s'est déjà heurté. Si ce texte est mis aux voix, la délégation néo-zélandaise sera obligée de voter contre le projet de résolution tel qu'il est actuellement rédigé. En effet, il exprime le point de vue d'un groupe de Membres des Nations Unies seulement et les solutions qu'il propose ne peuvent s'appliquer à l'ensemble des pays Membres. Si les auteurs du projet acceptent de déclarer clairement que les conditions énumérées aux alinéas *a* à *g* du paragraphe 4 du dispositif représentent les vues que le Groupe des Soixante-Dix-Sept a énoncées à Lima et non celles de l'Assemblée générale, la délégation néo-zélandaise pourra appuyer l'ensemble du projet de résolution, tout en émettant des réserves sur certaines de ces dispositions.

16. M. JOSEPH (Australie) déclare que sa délégation éprouve de très nombreuses difficultés à accepter le projet

de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1, qui reflète essentiellement les vues des pays en voie de développement sur la situation monétaire internationale, et non celles du monde entier.

17. Certes, si le projet de résolution est mis aux voix, il sera adopté puisque les pays en voie de développement détiennent la majorité; le représentant de l'Australie exprime toutefois l'espoir que ces pays comprendront que les pays développés ne peuvent en aucune manière voter pour ce texte. Comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni à une séance antérieure, il n'y est pas fait mention de la résolution 26.9 adoptée par le Fonds monétaire international en septembre, ce qui ne laisse pas de surprendre étant donné qu'au point *b* du paragraphe 4 les auteurs insistent sur la nécessité de renforcer le FMI. Les pays en voie de développement semblent faire preuve d'une certaine nervosité, d'une certaine défiance à l'égard du FMI. Or leurs intérêts seront tout naturellement pris en considération par le Fonds puisqu'ils y sont représentés; d'ailleurs, dans la résolution 26.9, il est dit clairement que tous les membres du Fonds doivent participer à la solution des problèmes monétaires. Le représentant de l'Australie reconnaît qu'on ne peut pas laisser au seul Groupe des Dix le soin de procéder à la réforme monétaire, mais il estime quant à lui que les termes employés dans le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 dénotent une sorte de chauvinisme du Groupe des Soixante-Dix-Sept, soulignant que chaque alinéa du préambule, chaque paragraphe du dispositif mentionne les besoins des pays en voie de développement. La délégation australienne ne nie certes pas l'importance qu'il y a à tenir compte des besoins de ces pays, mais elle ne peut appuyer un texte qui équivaut en réalité à une résolution du Groupe des Soixante-Dix-Sept, alors que ces pays ne sont pas les seuls à entrer en ligne de compte et que le FMI se doit de prendre en considération les intérêts du monde entier.

18. Aux termes du paragraphe 4 du dispositif, la Commission est appelée à énoncer les considérations et principes directeurs qui doivent être pris en considération dans la réforme de l'ordre monétaire international. La Charte déclare à l'Article 55 que les Nations Unies "favoriseront" la solution des problèmes internationaux dans le domaine économique; il est donc permis de douter que l'Assemblée générale soit habilitée à suggérer des solutions à la crise monétaire actuelle. De l'avis du représentant australien, la solution qui interviendra aura nécessairement un caractère hautement technique, et il est donc incontestable qu'elle est du ressort du Fonds monétaire international. L'Organisation des Nations Unies peut certes attirer l'attention de tous les Etats sur la situation actuelle et exprimer l'espoir que les organes compétents (surtout le FMI) sauront résoudre la crise rapidement; mais si elle voulait en plus énoncer les mesures importantes à prendre, elle empiéterait sur un domaine de compétence qui appartient au FMI. Cela étant, le représentant de l'Australie appuie la proposition de la délégation néerlandaise tendant à remplacer les trois premières lignes du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution par un texte dans lequel l'Assemblée générale prendrait note des recommandations et principes directeurs contenus dans la Déclaration de Lima.

19. En ce qui concerne le point *e* du paragraphe 4 du dispositif, le représentant de l'Australie réaffirme les

réserves de sa délégation à l'égard de la proposition visant à instituer un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources supplémentaires pour le financement du développement comme partie intégrante du nouveau système monétaire international. A son avis, les considérations qui doivent régir la création des DTS ne sont pas les mêmes que celles qui doivent gouverner la création de ressources supplémentaires. En effet, si un lien venait à être créé entre les DTS et les ressources supplémentaires pour le financement du développement, on pourrait envisager l'hypothèse où des DTS supplémentaires seraient créés sous la pression des revendications des pays en voie de développement en vue d'obtenir des ressources supplémentaires. Dans un tel cas, les DTS ne rempliraient plus leur objet initial. Il en résulterait une tendance inflationniste, et les DTS seraient bientôt discrédités comme unité de réserve alors qu'on étudie précisément à l'heure actuelle la possibilité d'en faire la base du nouveau système monétaire, en remplacement du dollar et de l'or.

20. Le représentant de l'Australie fait en outre observer que, si un lien était créé entre les DTS et les ressources supplémentaires pour le financement du développement, les pays développés, se voyant ainsi forcés de consacrer une partie de leurs DTS à l'aide au développement, réduiraient automatiquement d'autant le volume de leurs programmes d'aide ordinaires. Or, la création de DTS est destinée à réduire dans une certaine mesure l'ampleur des problèmes de balance des paiements des pays dispensateurs d'aide et il est évident que lorsque ces pays auront rétabli l'équilibre de leur balance des paiements, ils seront en mesure d'augmenter le volume de leur aide.

21. En ce qui concerne le point *g* du paragraphe 4, le représentant de l'Australie estime qu'il s'agit là d'une question extrêmement importante. Précisant qu'il n'entend nullement que le système de répartition des voix au Fonds monétaire international doive rester immuable, M. Joseph déclare que c'est là une question qui relève du Fonds monétaire international exclusivement et que l'Assemblée générale n'a aucune compétence en la matière.

22. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1206, la délégation australienne serait en mesure de l'approuver, sous réserve de quelques modifications, car il est l'expression de la préoccupation ressentie par la communauté internationale.

23. La délégation australienne propose d'ajouter au deuxième alinéa du préambule une référence à la résolution 26.9 du Fonds monétaire international, en insérant à la troisième ligne, après les mots "pleinement tenu", les mots "de la résolution 26.9 du Fonds monétaire international et".

24. En ce qui concerne le paragraphe du dispositif de ce projet de résolution, M. Joseph indique qu'en tant qu'Australien ce texte ne suscite pour lui aucune difficulté; toutefois, pour faciliter un consensus, il suggère de le modifier en vue de répondre aux objections que pourraient faire valoir les pays hautement industrialisés. Il serait utile de supprimer à cette fin plusieurs phrases péjoratives. M. Joseph pense, quant à lui, que la question des taxes à l'importation et celle de la réduction du niveau de

l'assistance fournie aux pays en voie de développement paraissent être liées inextricablement à la question du réaligement des monnaies et à celle de l'élimination des barrières non tarifaires auxquelles se heurtent certains pays hautement industrialisés sur les marchés d'autres pays hautement industrialisés. M. Joseph croit que, si ce lien était reflété dans le paragraphe du dispositif du projet de résolution, la plupart des délégations, et certainement la délégation australienne, seraient en mesure de voter sans réserve en faveur du projet de résolution, pour autant naturellement qu'il soit fait mention d'une manière ou d'une autre, dans le préambule, du Fonds monétaire international et de sa résolution 26.9.

25. M. HEMANS (Royaume-Uni), rappelant qu'il a déjà exposé la position de sa délégation quant au projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1, note qu'une délégation a demandé aux auteurs s'il existe un lien entre le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 et le projet de résolution A/C.2/L.1206. M. Hemans fait observer qu'en effet le texte du deuxième alinéa du préambule du premier projet est presque identique à celui du premier alinéa du second. Il est donc permis de se demander si celui-ci n'a pas partiellement pour objectif de remplacer celui-là. Le représentant britannique serait reconnaissant aux auteurs des deux projets de résolution de bien vouloir répondre à cette question.

26. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1206, M. Hemans ne peut cacher son étonnement, comme l'ont fait les représentants des Pays-Bas et de l'Australie, qu'il n'y soit pas fait mention du FMI. Il appuie donc sans réserve la proposition de l'Australie au sujet du deuxième alinéa du préambule et exprime l'espoir que les auteurs pourront l'accepter, auquel cas sa délégation sera en mesure de voter en faveur du projet de résolution.

27. Avec le représentant de la France, le représentant du Royaume-Uni fait appel aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 pour qu'ils ne le mettent pas aux voix. Comme la délégation française, la délégation britannique estime qu'il serait très regrettable que les pays en voie de développement usent des voix dont ils disposent pour faire entériner par l'Assemblée générale une déclaration formulée en dehors du cadre des Nations Unies. Si le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 était adopté, la délégation britannique considérerait la résolution comme une réaffirmation de la Déclaration de Lima et non pas comme une manifestation authentique de la volonté des Nations Unies. M. Hemans fait appel à la sagesse des pays en voie de développement pour qu'ils ne mettent pas en danger l'atmosphère qui règne à la Deuxième Commission et pour qu'ils ne causent pas de préjudice à la troisième session de la CNUCED. Comprenant parfaitement que les pays en voie de développement peuvent difficilement accepter des amendements à une déclaration qui émane de leurs ministres, M. Hemans estime que la proposition du représentant de la France est particulièrement judicieuse.

28. M. ARUEDE (Nigéria), répondant à la question du représentant britannique et rappelant qu'il figure parmi les auteurs des deux projets de résolution, reconnaît que le texte du premier alinéa du projet de résolution A/C.2/L.1206 est presque identique à celui du deuxième alinéa du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1. La raison en est

que les deux projets de résolution ne sont pas conçus comme contradictoires, mais comme complémentaires. Le représentant du Nigéria tient à souligner que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1206 ont tenu à ce qu'il n'y ait aucune contradiction entre leur texte et celui du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1.

29. Ainsi que le représentant du Pakistan l'a expliqué à la 1425ème séance en présentant le projet de résolution A/C.2/L.1206, ce texte porte sur les aspects à court terme de la situation monétaire internationale. Il ne faudrait pas en effet que l'incertitude créée par la crise monétaire actuelle se prolonge, étant donné que la solution des aspects à long terme de la situation monétaire internationale ne peut être réalisée dans une atmosphère d'incertitude. Le représentant du Nigéria déclare que les auteurs du projet de résolution ont à dessein choisi la date du 1er décembre pour le présenter à la Commission afin de faire coïncider cette présentation avec l'ouverture de la réunion, à Rome, du Groupe des Dix, estimant que l'Assemblée générale doit faire ce qu'elle peut pour faire pression sur le Groupe des Dix en vue de l'amener à régler le problème des parités dans les plus brefs délais.

30. Faisant observer que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 traite aussi bien des problèmes à court terme que des problèmes à long terme, le représentant du Nigéria déclare qu'il est par conséquent impossible de remplacer ce projet de résolution par le projet A/C.2/L.1206 ou vice versa. Estimant que toute observation relative à ces deux projets de résolution ne peut être qu'utile tant à la Commission qu'aux auteurs, le représentant du Nigéria fait appel à toutes les délégations pour qu'elles exposent leurs vues. Il insiste sur l'importance de recueillir une majorité aussi large que possible en faveur du projet de résolution, car il serait inadmissible que celui-ci soit considéré comme émanant d'un club fermé.

31. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1206, le représentant du Nigéria indique que ses auteurs prendront en considération les observations qui ont déjà été formulées.

32. M. ALULA (Ethiopie) dit qu'aucun pays, développé ou en voie de développement, n'ignore qu'il y a une crise monétaire internationale; il rappelle à cet égard que les pays développés, tout en faisant des efforts véritables pour résoudre les problèmes monétaires actuels, tiennent les pays en voie de développement à l'écart de leurs discussions; selon M. Alula, cette situation n'est pas normale car la crise touche également les pays en voie de développement, qui ont eux aussi le droit d'essayer de résoudre ce problème, droit qui devrait leur être reconnu. Il ajoute que, si les pays développés qui se sont montrés défavorables au projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 reconnaissaient ce droit aux pays en voie de développement, ils se rendraient compte que ces derniers pourraient être considérés comme des partenaires dans le domaine monétaire. En effet, tous les pays en voie de développement ont une monnaie fondée sur le franc français, la livre sterling ou le dollar américain, et leurs réserves sont constituées dans ces monnaies; ils sont donc victimes d'une crise monétaire dont ils ne sont pas responsables, et leurs exportations s'en ressentent. M. Alula déplore que le taux de change des monnaies des pays en

voie de développement soit fixé sans tenir compte du pouvoir d'achat de ces pays et fait observer à cet égard que le coût de la vie peut augmenter dans de grandes proportions dans les pays développés, alors qu'il est pratiquement statique dans les pays en voie de développement. De plus, les mesures inflationnistes prises par les pays développés influent sur les pays en voie de développement, qui ne bénéficient pas pour autant de mesures compensatoires. C'est donc parce que toutes les mesures d'ordre monétaire se répercutent sur leur économie que les pays en voie de développement estiment qu'ils ne devraient pas être tenus à l'écart des discussions des dix puissances qui règnent sur le domaine monétaire mondial. Les pays en voie de développement demandent donc aux pays développés de faire preuve de compréhension et d'un esprit constructif et d'adopter le projet de résolution considéré.

33. M. Alula fait observer que les dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 4 sont utiles pour tous. A propos des alinéas *a* à *g*, il rappelle qu'un représentant s'y est référé comme traitant de questions techniques. Selon la délégation éthiopienne, il s'agirait plutôt de considérations politiques fondées sur des considérations d'ordre technique, comme il sied dans le domaine économique; en effet, les problèmes monétaires internationaux ont une large portée et ne doivent pas être réglés uniquement par des experts. Il faut tenir compte, comme l'établit l'alinéa *a*, des intérêts des pays en voie de développement au moment de la réforme monétaire internationale, d'autant plus que le dollar joue un rôle important dans tous les pays.

34. M. Alula dit en conclusion que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 n'est nullement en opposition avec celui qu'a présenté la délégation pakistanaise.

35. M. RANKIN (Canada) dit qu'il comprend les préoccupations exprimées par les deux orateurs précédents au sujet des réserves des pays développés. Après avoir rappelé que le Canada laissait flotter librement le dollar canadien depuis mai 1970 parce qu'il ne pouvait plus se permettre de soutenir son taux habituel, M. Rankin dit que cette mesure a été prise en opposition aux principes du Fonds monétaire international et a eu pour effet d'augmenter le prix des exportations du Canada et d'abaisser le prix de ses importations. Aussi, aucun pays, même les auteurs du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.1199/Rev.1, n'est plus intéressé que le Canada à trouver une solution au problème monétaire international.

36. M. Rankin se demande ensuite si, pour remédier à cette situation, les gouvernements doivent prendre des décisions d'ordre technique ou politique. A propos de la suggestion formulée par le représentant de l'Ethiopie et selon laquelle les décisions devraient être essentiellement politiques, il fait observer que la politique est fondée sur la technique, et que, avant de prendre une décision, un chef d'Etat doit s'informer auprès des experts techniques.

37. Les dispositions du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 ne sont pas obligatoirement, selon M. Rankin, de l'intérêt des pays en voie de développement. S'il est certain que ceux-ci devront participer aux discussions qui conduiront à la solution de la crise monétaire et faire respecter leurs intérêts, on peut se

demander à propos du paragraphe 4 du dispositif où sont énoncés certaines considérations et certains principes directeurs à prendre en considération dans la réforme de l'ordre monétaire international, si cela s'adresse aux pays en voie de développement, aux pays développés ou au FMI. Selon lui, ces considérations et principes directeurs peuvent aller à l'encontre des pays en voie de développement ou des pays développés. Par exemple, l'alinéa *c* dudit paragraphe 4 préconise l'établissement d'une structure satisfaisante des taux de change avec une marge étroite de fluctuations; or il pourrait être au contraire de l'intérêt de tous les pays que les taux de change aient des marges de fluctuations plus larges et c'est aux experts qu'il appartiendra de le déterminer. Aussi, M. Rankin suggère-t-il que les auteurs du projet de résolution demandent au FMI de prendre leurs intérêts en considération, mais sans leur imposer l'adoption d'aucune mesure de leur choix.

38. M. Rankin dit ensuite que la suggestion formulée par la délégation néerlandaise rencontre certainement le plein appui de sa délégation. De plus, il s'associe aux remarques faites par le représentant de l'Australie, dans sa déclaration très détaillée.

39. M. Rankin suggère enfin que le projet de résolution considéré soit présenté comme une déclaration du Groupe des Soixante-Dix-Sept et révisé en conséquence. La délégation canadienne accepterait que les auteurs reformulent leurs projets de résolution pour en faire une déclaration du Groupe des Soixante-Dix-Sept, mais s'opposerait à ce texte s'il était présenté comme une résolution de l'Assemblée générale.

40. M. OGISO (Japon) considère que l'examen concret et détaillé du problème monétaire international devrait être poursuivi au sein d'un organisme compétent du système des Nations Unies, tel que le Fonds monétaire international. Il comprend que les Membres de l'ONU s'intéressent à la situation monétaire internationale et ont le souci d'assurer que les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement soient atteints; il n'en reste pas moins que l'examen concret et détaillé de ce problème doit être fait par des experts, vu son caractère hautement technique et complexe. La délégation japonaise ne considère pas que l'Assemblée générale se compose de ces experts et ne croit pas qu'une résolution comme celle contenue dans le document A/C.2/L.1199/Rev.1 aidera à résoudre le problème monétaire international.

41. M. Ogiso ajoute que la situation économique actuelle met en danger l'ensemble de l'économie mondiale. Si l'instabilité actuelle se maintient, le commerce des pays développés comme celui des pays en voie de développement s'en ressentira. La solution du problème dépend en grande partie du nouvel ordre économique qui sera établi par les pays développés et les pays en voie de développement. M. Ogiso fait observer à cet égard que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 ne reflète pas ce caractère commun du problème, mais semble plutôt fondé sur l'hypothèse que ce sont les pays en voie de développement qui souffrent le plus des conséquences de la crise monétaire. Selon ce projet de résolution, ce n'est que conformément aux principes du programme d'action de Lima — document adopté par les pays en voie de développement seulement —

que ce problème pourra être résolu. Le projet de résolution considéré ne peut être accepté comme résolution de l'Assemblée générale, parce qu'il mentionne uniquement les intérêts des pays en voie de développement; la délégation japonaise s'opposera donc à son adoption.

42. Elle a beaucoup moins d'objections à formuler à propos du projet de résolution A/C.2/L.1206. Le paragraphe de son dispositif demande aux pays développés à économie de marché de faire certaines choses pour remédier à la situation monétaire internationale actuelle. Etant donné que ce projet de résolution est proposé par les pays en voie de développement, la délégation japonaise prend note du fait qu'ils reconnaissent le rôle essentiel à jouer par les pays développés à économie de marché pour remédier à la situation actuelle. D'autre part, la délégation japonaise comprend que les pays en voie de développement soient vivement préoccupés par la situation monétaire internationale actuelle et considérera favorablement ce projet de résolution. Elle déplore toutefois qu'il ne soit pas fait mention, au deuxième alinéa du préambule, de la résolution 26.9 adoptée par le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et tient également à signaler que la "réforme définitive" dont il est question au paragraphe du dispositif sera préparée et mise en vigueur par l'organe compétent du système des Nations Unies, conformément aux procédures appropriées de cet organe.

43. Selon M. SANTA-CRUZ (Chili), s'il est vrai que l'action des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 est sans précédent dans la mesure où le texte qu'ils proposent a été élaboré par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et que, s'il est mis aux voix, son adoption est assurée, il est également vrai que le problème traité est lui aussi sans précédent. Il ne s'agit pas, comme l'a dit le représentant de la France, d'opposer la force numérique à la force économique car, malgré la situation antidémocratique qui existe dans le monde en général, les lois démocratiques continuent à prévaloir. Ce projet de résolution n'est rien d'autre qu'une manifestation de protestation de la majorité de l'humanité contre la gestion du système monétaire par un petit nombre de pays qui n'ont tenu aucun compte des intérêts des pays en voie de développement. C'est cette gestion qui a suscité crise après crise, et c'est elle qui a provoqué la crise qui touche actuellement les pays du tiers monde au point que leurs difficultés l'emportent sur les avantages que leur assure la coopération internationale. M. Santa-Cruz rappelle que les crises monétaires successives qui ont frappé l'économie mondiale, c'est-à-dire, avant celle du dollar, celles de la livre sterling et du franc français, ont été surmontées grâce à des palliatifs élaborés sans chercher à savoir dans quelle mesure ils pourraient porter préjudice aux pays en voie de développement. Il est ridicule de méconnaître que, du fait même qu'il s'agit d'une monnaie internationale, la crise du dollar provoque un véritable bouleversement économique dans les pays en voie de développement qui disposent presque tous de réserves en dollars.

44. Ceux-ci ont accueilli avec satisfaction les accords sur les produits de base et le système généralisé de préférences ayant pour objet de faciliter l'accès de ces produits aux marchés des pays développés. Or, le marché des Etats-Unis était l'un des plus intéressants, en particulier pour les pays

bénéficiant déjà de préférences accordées par des pays d'Europe et qui doivent maintenant en partager les avantages avec d'autres pays du tiers monde. Or, du fait de la politique économique des pays développés, à laquelle les pays en voie de développement sont totalement étrangers, la crise du dollar est venue détruire ces avantages par suite de l'inconvertibilité de cette monnaie et de la surtaxe imposée sans discrimination à toutes les importations, à l'encontre des engagements contractés dans le cadre de la Stratégie internationale du développement et du Conseil économique et social interaméricain, et il n'est que normal que les pays en voie de développement aient réagi avec détermination, et même avec colère. On ne peut attendre d'eux qu'ils s'abstiennent de recourir à l'Assemblée générale, qui est l'organisme mondial le plus important, pour qu'elle adopte une résolution à ce sujet.

45. Malgré la résolution du Conseil du commerce et du développement aux termes de laquelle le système monétaire international devrait être réformé avec la pleine participation des pays en voie de développement, rien n'indique que l'on ait entrepris de suivre cette ligne d'action et la réforme du système monétaire semble demeurer l'exclusive du Groupe des Dix. Les pays en voie de développement craignent donc que, s'ils ne prennent pas immédiatement une mesure énergique, ils ne risquent de se trouver devant un fait accompli à la Conférence de Santiago. Si le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 n'est pas conforme à la résolution 26.9 du Conseil des gouverneurs du FMI, c'est que le projet de résolution considéré est peut-être une conséquence du sous-développement, et cela aussi tient probablement à la nature du Fonds dont les décisions ne tiennent pas compte des conséquences politiques profondes qu'elles peuvent avoir. M. Santa-Cruz déplore que le représentant des Pays-Bas ait dit que l'adoption de ce projet de résolution ne modifiera en rien la position des pays développés. Il s'étonne que le représentant du Canada ait demandé que le projet de résolution soit présenté à l'Assemblée en tant que document du Groupe des Soixante-Dix-Sept car, conformément au paragraphe 3 de l'Article 18 de la Charte, la loi de la majorité doit régner à l'Organisation au même titre que dans un pays démocratique comme le Canada. M. Santa-Cruz n'est pas non plus d'accord avec le représentant de la France pour qui ce projet de résolution risque de compromettre la discussion qui doit avoir lieu à Santiago. Au contraire, il sera impossible de s'entendre sur cette question à la troisième Conférence si elle ne reste pas ouverte à la discussion. Contrairement au représentant de la France, M. Santa-Cruz ne croit pas non plus que ce projet de résolution risque d'ébranler la solidarité des pays en voie de développement et celle-ci n'a pas été sérieusement mise à l'épreuve. Au contraire, elle a été singulièrement renforcée par la crise monétaire et, s'il existe un danger pour elle, M. Santa-Cruz est convaincu que tout effort visant à diviser les pays en voie de développement est voué à l'échec. Presque tous les représentants des pays développés ont dit qu'ils approuvaient l'essentiel de la teneur du projet de résolution. M. Santa-Cruz leur lance donc un appel pour qu'ils produisent un document qui contienne les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 ainsi que l'essentiel du paragraphe 4. Un tel document pourrait remédier aux défauts techniques du projet de résolution considéré. Les pays socialistes d'Europe

orientale ont exprimé des réserves quant au renforcement du système monétaire international. M. Santa-Cruz leur demande de comprendre que, si les auteurs du projet de résolution souhaitent le renforcement de ce système, c'est que la structure et les modalités du FMI ne les satisfont pas et qu'ils sont convaincus qu'une modification des structures de cette organisation la rendrait plus démocratique et plus conforme aux intérêts de tous les pays.

46. M. PATAKI (Hongrie) rappelle que la délégation hongroise a été de celles qui ont essayé d'analyser en détail la crise monétaire que connaissent actuellement les économies occidentales. A cette occasion, elle a souligné que les difficultés monétaires en question ne provenaient pas d'un défaut du système de Bretton Woods mais étaient bien inhérentes à la nature de ce qu'on appelle les économies de marché et sont, de plus, aggravées par les conséquences économiques des objectifs politiques contestables de certains des principaux pays occidentaux. La délégation hongroise a également souligné l'étroite relation qui existe entre les taux de change et les échanges commerciaux et l'effet négatif que l'inflation doit obligatoirement avoir tant sur les uns que sur les autres. Elle reconnaît, elle aussi, la gravité des conséquences économiques de la crise monétaire actuelle pour les pays en voie de développement.

47. Le représentant de la Hongrie approuve le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 dans la mesure où son objectif est d'éliminer certaines des caractéristiques du système monétaire occidental actuel qui sont discriminatoires à l'égard des pays en voie de développement et de contrebalancer les conséquences économiques dont auraient à souffrir ces derniers. Tout en reconnaissant les intentions positives de ce projet de résolution, la délégation hongroise fait cependant remarquer que l'histoire du FMI, qu'il serait question de renforcer, est faite d'un nombre sans cesse croissant de perturbations et de déséquilibres, dont la crise actuelle n'est que le couronnement logique. L'adoption d'une méthode entièrement nouvelle se révèle donc nécessaire et ne pourra évidemment qu'être le fruit de longues études, préparations et discussions. En conséquence, la délégation hongroise ne votera pas contre le projet de résolution mais s'abstiendra.

48. M. KHALIL (Egypte) est heureux de constater que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 suscite beaucoup d'intérêt de la part des délégations des pays développés. Les représentants de ces pays ont insisté sur la responsabilité qu'assumeront les pays en voie de développement s'ils mettent aux voix ce projet de résolution. M. Khalil est d'avis que le fait que les pays en voie de développement disposent de la majorité ne devrait pas être considéré comme une malédiction. Ces pays ne font que demander assez raisonnablement que leurs droits soient respectés, leur économie étant particulièrement vulnérable à des crises telles que celle qui frappe actuellement le dollar. M. Khalil rappelle aux représentants des pays développés que lors de la dernière réunion du FMI et du Groupe de la Banque, le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni a dit que la situation monétaire revêtait une importance particulière pour les pays en voie de développement et que l'instabilité financière et les restrictions commerciales représentaient une véritable tragédie pour ces pays. Il ne faut donc pas s'attendre que la situation actuelle suscite moins d'inquié-

tude chez les pays en voie de développement que chez le représentant d'un pays développé. Il est faux que le projet de résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 ne comporte aucune mention des répercussions de la situation monétaire sur les économies des pays développés car il est dit au quatrième alinéa du préambule que la "guerre commerciale" entre les pays développés à économie de marché aurait des effets désastreux pour tous les pays. Il est logique que les auteurs mettent l'accent sur les pays en voie de développement, vu leur vulnérabilité particulière dans ce genre de crise.

49. M. Khalil rappelle que, immédiatement après la seconde guerre mondiale, la balance des paiements de la plupart des pays en voie de développement était excédentaire mais que, en raison d'une détérioration régulière des termes de l'échange qui profite aux pays développés, elle est devenue déficitaire depuis les années 50. Cela tient à la nature même du système monétaire international. Il a été reconnu dès Bretton Woods que ce système serait injuste pour les pays en voie de développement. La Conférence de La Havane a été un échec complet, car les pays en voie de développement n'y ont pas été traités sur un pied d'égalité avec les pays développés. C'est pour rectifier cette inégalité qu'a été créée la CNUCED. Si le FMI n'inspire pas confiance aux pays en voie de développement, c'est parce que les pays du Groupe des Dix y jouissent d'une prérogative et y prennent unilatéralement des décisions qui affectent les intérêts de tous les pays. Personne ne peut nier que la prospérité des pays développés est due en partie à la coopération des pays du tiers monde qui ont toujours respecté les règles du système monétaire international. Le fait de leur refuser toute participation à la prise des décisions touchant le système monétaire équivaut à un refus des responsabilités inhérentes à la coopération internationale.

50. L'Assemblée générale est l'organisme international le plus important; on ne peut donc s'opposer à ce qu'elle aborde la question monétaire sous prétexte que cette question relève du domaine d'autres organismes plus spécialisés. Les demandes légitimes du projet de résolution considéré ne comportent pas de point technique dépassant la compétence des auteurs; d'ailleurs, les aspects techniques de la question monétaire ne devraient pas être considérés comme autant de tabous. Au lieu de chercher à créer une atmosphère de confiance mutuelle, on reproche également aux auteurs de compter sur le nombre des votes pour faire adopter le projet de résolution, alors qu'au FMI ce sont les pays développés qui jouissent de ce pouvoir.

51. S'il était tenu compte des demandes et des besoins des pays en voie de développement dans l'élaboration du nouveau système monétaire, la crise actuelle serait la dernière. Les pays en voie de développement ne veulent pas dépendre des décisions du FMI tant qu'ils n'y disposeront pas d'un plus grand nombre de voix. A cet égard, le fait que le rapport et la résolution 26.9 du Fonds ne comportent aucune mention d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources supplémentaires pour le financement du développement ne doit pas interdire aux pays en voie de développement de demander qu'un tel lien soit établi.

52. Le représentant du Canada a dit que le dollar canadien flottait selon des normes "propres". M. Khalil fait observer à l'intention de ce représentant que, deux mois

plus tôt, le Président de la Dresden Bank a déclaré qu'il était difficile de définir les règles qui doivent régir la fluctuation des devises et qu'il n'existait pas à cet égard de méthodes légitimes ou illégitimes "propres" ou "sales". Les pays en voie de développement présentent le projet de

résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 car ils ne peuvent se résigner à voir les questions monétaires demeurer l'apanage d'un club de spécialistes.

*La séance est levée à 18 heures.*